

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRANDANGOULEME**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 5 DECEMBRE 2024

**Délibération n°2024.12.170 B**

**Services liés aux opérations de travaux : lancement d'un appel  
d'offres ouvert – 9 lots**

**LE CIND DECEMBRE DEUX MILLE VINGT QUATRE à 17h30**, les membres du Bureau communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui a été adressée par Monsieur le Président.

**Date d'envoi de la convocation** : 29 novembre 2024

**Secrétaire de Séance**: Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU

Membres en exercice: **27**

Nombre de présents: **23**

Nombre de pouvoirs: **2**

Nombre d'excusés: **2**

**Membres présents :**

Michel ANDRIEUX, Eric BIOJOUT, Xavier BONNEFONT, Michel BUISSON, Monique CHIRON, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, François ELIE, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Michel GERMANEAU, Thierry HUREAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Jean-Luc MARTIAL, Pascal MONIER, Isabelle MOUFFLET, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Jean REVEREAULT, Gérard ROY, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU,

**Ont donné pouvoir :**

Philippe VERGNAUD à Pascal MONIER, Hassane ZIAT à Eric BIOJOUT,

**Excusé(s):**

Hélène GINGAST, Vincent YOU,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241205-2024\_12\_170B-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/12/2024

Publication : 11/12/2024

**BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 5 DECEMBRE 2024**

**DELIBERATION  
N°2024.12.170 B**

Rapporteur : Monique CHIRON

**SERVICES LIES AUX OPERATIONS DE TRAVAUX : LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT – 9 LOTS**

**PROJET DE TERRITOIRE "GRANDANGOULEME VERS 2030"**

Pilier : Développer et prendre soin des ressources

Ambition : Un patrimoine entretenu et valorisé

Enjeux : Un patrimoine entretenu et valorisé

**OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

Lors de la plupart des opérations de travaux de construction, de réhabilitation ou d'entretien des bâtiments et des infrastructures, les collectivités publiques ont recours à des sociétés spécialisées pour les prestations d'études et d'ingénierie.

Afin de satisfaire ce besoin, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L2113-10, R2113-1, L2124-2, R2124-2, R2161-2 à 5, R2131-16 à 20, R2162-1 à 6, R2162-7 à 12 et R2162-13 à 14, du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera décomposé en 9 lots :

- Lot n°1 : Études géotechniques pour les bâtiments et ouvrages d'art
- Lot n°2 : Auscultations de voirie et contrôles in situ et diagnostics amiante et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) pour la voirie
- Lot n°3 : Diagnostics de structures et missions de bureau d'études techniques structure
- Lot n°4 : Levés topographiques et détections de réseaux
- Lot n°5 : Contrôles techniques et diagnostics de sécurité incendie
- Lot n°6 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) – catégories 2 et 3
- Lot n°7 : Coordination en matière de systèmes de sécurité incendie (SSI)
- Lot n°8 : Diagnostics amiante, plomb et état parasite pour le bâtiment
- Lot n°9 : Missions d'études hydrauliques

La forme des contrats est l'accord-cadre avec un engagement sur un montant maximum de 1 000 000 € HT pour chaque lot, en application de l'article R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241205-2024\_12\_170B-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/12/2024

Publication : 11/12/2024

Les lots n°1, 3, 5, 6 et 8 sont conclus avec plusieurs opérateurs (multi attributaire) et sont mixtes :

- Ils sont à bons de commande sur la base de prix unitaires pour les interventions dont le montant estimé est inférieur à un seuil défini par les pièces particulières de l'accord-cadre ;
- Ils font l'objet d'une mise en concurrence des attributaires tendant à la conclusion d'un marché subséquent pour les interventions dont le montant estimé est égal ou supérieur audit seuil défini par les pièces particulières de l'accord-cadre.

Les lots n°2, 4, 7 et 9 sont conclus avec un seul opérateur (mono attributaire) et sont à bons de commande sur la base de prix unitaires.

Les contrats prendront effet à compter de leur date de notification pour une durée ferme de quatre (4) ans.

Pour information, ce marché sera lancé par la centrale d'achat GRAP de GrandAngoulême afin de le rendre accessible au plus grand nombre.

**Je vous propose :**

**D'APPROUVER** les éléments essentiels du dossier de consultation des entreprises mentionnés ci-dessus.

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou Mme Monique CHIRON, conseillère déléguée, membre du bureau en charge de l'achat et de la commande publique, à signer l'accord-cadre ainsi que la (ou les) procédure(s) négociée(s) en cas d'appels d'offres infructueux et, le cas échéant, les actes liés à sa résiliation.

**D'IMPUTER** la dépense sur tous les budgets.

<b>Pour : 25</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>	<b>APRES EN AVOIR DELIBERE</b> <b>LE BUREAU COMMUNAUTAIRE</b> <b>A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES</b> <b>ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE</b>
--	---

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241205-2024\_12\_170B-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/12/2024

Publication : 11/12/2024